

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Roberto-Eduardo-Viola>

Roberto Eduardo Viola

- Notre Amérique - Terrorisme d'Etat - Argentine - Personnages -

Date de mise en ligne : jeudi 30 janvier 2003

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Pays : Argentine

Lieu du procès : Argentine

Statut : Condamné à 17 ans de prison
lors du procès des militaires
en 1985

Fonction : Commandant en chef de l'armée,
président *ad interim* en 1981.

Roberto Eduardo Viola est né le 13 octobre 1924.

Il embrasse une carrière militaire et est nommé commandant en chef de l'armée argentine en 1975. Ardent supporter du coup d'Etat de 1976, il est promu brigadier général en 1977 puis commandant en chef avec le grade de lieutenant général.

Il remplace Videla (cf. « ramifications ») à la tête de l'Etat le 29 mars 1981, mais est lui-même déposé par le Général Galtieri (cf. « ramifications ») le 11 décembre 1981.

Durant les années de la dictature, au cours de ce qui sera qualifié de « guerre sale » (1976-1983), les militaires argentins veulent éradiquer ce que les juntas successives appellent la « pensée subversive » ainsi que les « terroristes », à savoir « toute personne qui propage des idées contraires à la civilisation occidentale et chrétienne ». Au cours des années qui suivent, les militaires assassinent ou font disparaître de 10'000 à 30'000 personnes. Parallèlement, quelques 500'000 opposants au régime se voient contraints à l'exil, pour échapper à la répression.

Plusieurs centaines de centres de détention secrets sont ouverts dans tous le pays. La torture y est pratiquée de manière systématique. C'est là aussi que de nombreux prisonniers sont assassinés et disparaissent. Les jeunes femmes détenues qui accouchent dans ces centres se voient retirer leurs enfants qui sont placés dans des familles de militaires, après falsification de documents.

Au cours de l'année 1983, le régime militaire, affaibli par sa cuisante défaite face à la marine britannique dans la guerre des Malouines, cède la place à un gouvernement civil démocratiquement élu avec pour président le radical Raul Alfonsin.